

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

SENEGAL 2005



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale de la BCEAO pour le Sénégal / Secrétariat du Comité

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU SENEGAL AU TITRE DE L'ANNEE 2005



Janvier 2007



INTRODUCTION

La croissance économique mondiale est restée soutenue en 2005, malgré une décélération par rapport à l'année 2004 due aux catastrophes naturelles survenues et à la persistance de la hausse des cours mondiaux du pétrole. Ainsi, le taux de croissance économique mondiale s'est établi à 4,8 % en 2005 contre 5,3 % en 2004. Pour leur part, les tensions inflationnistes, mesurées par la variation de l'indice des prix à la consommation, sont restées relativement contenues malgré le niveau élevé des cours mondiaux du pétrole.

Un ralentissement du rythme de croissance économique a été enregistré dans la quasi-totalité des pays industrialisés. Le Produit Intérieur Brut (PIB) s'est accru en 2005 de 3,5 % aux Etats-Unis, 1,3 % dans la zone euro et 1,8 % au Royaume-Uni contre respectivement 4,2 %, 2,1 % et 3,1 % en 2004. La décélération de la croissance dans la zone euro est essentiellement liée à la contraction de la consommation des ménages, notamment en France et en Allemagne tandis qu'au Royaume-Uni, elle est due à l'essoufflement de l'activité dans le secteur des services. Au Japon, l'activité, tirée par les investissements et les exportations induits par le regain des échanges commerciaux en Asie, a progressé de 2,7 % contre 2,3 % en 2004.

En Asie, les économies émergentes ont enregistré une croissance du PIB réel de 8,6 % contre 8,2 % en 2004, à la faveur du dynamisme de l'économie chinoise qui a affiché une croissance de son PIB de l'ordre de 9,9 %, tirée par l'afflux des investissements directs étrangers et les exportations stimulés par la faiblesse des coûts des facteurs. En Inde, la croissance économique a atteint 8,3 %, après deux années de progression de l'ordre de 7,6 %. Toutefois, dans une grande partie du reste de la région, le niveau élevé des cours du pétrole a pesé sur le dynamisme des économies.

En Amérique latine, après le redressement amorcé en 2004, le rythme de progression du PIB s'est ralenti, s'établissant à 4,3 % en 2005 contre 5,6 % l'année précédente. La bonne tenue des exportations de produits de base a continué de soutenir l'expansion économique, dans un contexte marqué par l'affaiblissement des exportations de biens manufacturés en liaison avec le repli des activités industrielles.

En Afrique, la croissance du PIB s'est établie à 5,2 % en 2005 contre 5,5 % une année auparavant. Le niveau relativement bas des prix des matières premières agricoles, notamment le coton, la suppression du contingentement sur le textile, la persistance des troubles socio-politiques et les mauvaises récoltes vivrières dans plusieurs pays d'Afrique occidentale, orientale et australe ont limité les performances économiques du continent africain, même si certains pays exportateurs nets de pétrole ont bénéficié de la montée des cours du pétrole brut.

S'agissant en particulier des pays de l'UEMOA (l'Union), l'année 2005 y a été marquée par une accélération de la croissance, en partie due à la hausse de la production agricole et aurifère, ainsi qu'au dynamisme des investissements. Le PIB de l'Union a progressé, en termes réels, de 4,1 % en 2005 contre 2,8 % l'année précédente.

Au plan des prix, l'inflation, mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation, a enregistré une accélération en 2005 se situant à 4,4 % en moyenne annuelle contre 0,5 % en 2004. Cette situation résulte essentiellement de la réduction de l'offre de produits vivriers sur le marché et de la flambée des cours mondiaux du pétrole brut. Toutefois, la compétitivité globale des économies de l'UEMOA, appréciée à partir de l'évolution du taux de change effectif réel, s'est améliorée de 0,9 % en 2005, après le gain de 0,2 % enregistré en 2004 et les pertes de 4,3 % en 2003 et 2,4 % en 2002. Cette poursuite du renforcement de la position concurrentielle est imputable au différentiel d'inflation qui est ressorti favorable de 1,0 point de pourcentage à l'UEMOA vis-à-vis de ses partenaires commerciaux. En revanche, la

dépréciation de 0,1 % des monnaies des pays partenaires a atténué les gains de compétitivité.

Le marché des changes a été marqué en 2005 par la réévaluation du yuan chinois de 2,1 % par rapport au dollar et son rattachement à un panier de devises. La monnaie commune européenne s'est appréciée face aux principales devises. Les inquiétudes provoquées par le nouveau record atteint par le déficit commercial des Etats-Unis ont été atténuées par la relative vigueur de l'économie américaine et le dollar n'a finalement reculé que de 0,016 % par rapport à l'euro. La monnaie commune européenne s'est également appréciée face à la livre sterling et au yen respectivement de 0,8 % et 1,8 %. Au plan sous-régional, le cedi ghanéen et le franc guinéen se sont repliés par rapport au franc CFA respectivement de 1,0 % et 30,2 %. En revanche, le naira nigérian et le dalasi gambien se sont appréciés respectivement de 1,4 % et 0,4 %.

Sur les marchés financiers, les cours des actions et partant, les indices boursiers se sont redressés en 2005. En effet, hormis la faiblesse du Dow Jones sur le dernier trimestre de l'année 2005, les principaux indices boursiers se sont orientés à la hausse.

Les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'UEMOA ont connu une évolution assez contrastée en 2005. La relative baisse du dollar a constitué un facteur de soutien au cours mondial de l'or dont le rôle de valeur refuge s'est renforcé. En effet, le cours annuel moyen de l'once d'or est passé de 409,3 dollars en 2004 à 445,3 dollars en 2005. Les cours du café se sont redressés de 40,2 % à la faveur du repli de l'offre en liaison avec les intempéries survenues au Mexique et au Vietnam. En revanche, les prix de la livre de cacao et de coton se sont inscrits en retrait respectivement de 0,9 % et 6,6 %, du fait notamment de l'abondance de l'offre. Les cours des huiles végétales se sont également repliés, principalement sous l'effet de l'abondance de l'offre de soja. Ainsi, la cotation de l'huile d'arachide s'est dépréciée de 8,9 % et celles des huiles de palme et de palmiste ont chuté respectivement de 11,3 et de 4,0 %.

Dans ce contexte d'ensemble, marqué par l'appréciation du FCFA par rapport au dollar et la flambée du prix du baril du pétrole, l'économie sénégalaise a enregistré une évolution favorable imputable aux bonnes performances du secteur primaire, singulièrement du sous-secteur agricole. Le dynamisme du secteur tertiaire, en particulier des transports et télécommunications ainsi que l'évolution de la branche « Bâtiments et Travaux Publics » ont également contribué à la bonne tenue du niveau d'activité. Ainsi, le PIB à prix courants est estimé à 4.536,4 milliards en 2005 contre 4.198,5 milliards en 2004, soit 5,5 % en termes réels contre 5,6 % un an plus tôt.

L'inflation, mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), est évaluée à 1,7 % en 2005 contre 0,5 % en 2004, en moyenne annuelle. Le Sénégal reste ainsi le seul pays de l'Union à respecter l'objectif de 2,0 % arrêté dans le cadre du programme monétaire. Ce différentiel d'inflation favorable a permis au Sénégal d'engranger des gains de compétitivité de 2,6 % par rapport à ses principaux concurrents.

Au plan des finances publiques, l'assainissement s'est consolidé avec la poursuite de la mise en oeuvre des réformes budgétaires et structurelles initiées ces dernières années. Les résultats appréciables enregistrés dans la mobilisation des recettes et la maîtrise des dépenses ont ainsi permis d'améliorer sensiblement le profil du solde budgétaire. Le déficit base engagement hors dons s'est situé à 211,4 milliards en 2005, soit 4,7 % du PIB contre 219,7 milliards ou 5,2 % du PIB en 2004.

S'agissant du secteur extérieur, le déficit courant s'est sensiblement dégradé, passant de 271,0 milliards en 2004 à 357,2 milliards en 2005. Cette évolution est liée principalement à la détérioration du solde commercial et des services nets. Rapporté au PIB, le solde courant s'est également dégradé, se situant à -7,9 % en 2005 contre -6,5 % en 2004. Le déficit

courant hors dons s'est également dégradé de 335,3 milliards en 2004, soit 8,0 % du PIB, à 414,0 milliards en 2005 ou 9,1 % du PIB.

Pour sa part, le compte de capital et d'opérations financières, affiche un excédent de 353,1 milliards en 2005 (contre 262,0 milliards en 2004) dont 105,2 milliards pour le compte de capital et 247,9 milliards pour le compte d'opérations financières.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières élargi aux erreurs et omissions, a permis de couvrir le déficit courant et d'améliorer les avoirs de réserve (au sens strict) à hauteur de 6,7 milliards en 2005 contre 81,7 milliards en 2004. Evalué suivant l'optique traditionnellement utilisée par la BCEAO, le solde global de la balance des paiements affiche un déficit de 14,1 milliards en 2005 contre un excédent de 106,4 milliards en 2004. Ce déficit s'est traduit par une détérioration des avoirs extérieurs nets des banques de dépôts et autres institutions monétaires de 29,2 milliards, tandis que la position extérieure de la BCEAO s'est améliorée de 15,1 milliards.

I. EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS

Les transactions courantes regroupent les biens, services et revenus ainsi que les transferts courants sans contrepartie. L'évolution des principaux soldes composant la balance des paiements courants est retracée dans le tableau ci-après :

Tableau I.1. Evolution de la balance des paiements courants

(en millions de FCFA)

Postes	2001	2002	2003	2004	2005
Biens	-311.755	-374.553	-469.924	-521.083	-691.305
<i>Dont Marchandises</i>	-321.781	-368.851	-469.845	-523.263	-698.072
Services nets	-11.394	-12.690	-13.016	-14.789	-16.278
Revenus nets	-76.817	-90.595	-79.132	-69.044	-47.237
Transferts courants nets	220.030	256.927	308.296	333.878	397.584
Balance des paiements courants (BPC)	-179.936	-220.911	-253.776	-271.038	-357.236
Produit intérieur brut (PIB)(*)	3.342.700	3.472.700	3.725.400	4.198.500	4.536.400
BPC / PIB (%)	-5,3	-6,4	-6,8	-6,5	-7,9

(*) Source : DPEE/MEF

Le déficit du solde des paiements courants s'est dégradé de 86,2 milliards pour s'établir à 357,2 milliards en 2005 contre 271,0 milliards en 2004. Cette détérioration du solde courant s'explique par l'accentuation du déficit commercial (-170,2 milliards) et du déficit des services (-1,5 milliard) atténuée par la hausse de l'excédent des transferts courants (63,7 milliards) et la réduction du déficit des revenus nets (+21,8 milliards). Rapporté au PIB, le déficit courant s'est établi à 7,9 % en 2005 contre 6,5 % en 2004.

I.1. EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE

Le solde du compte « biens », intégrant les ajustements de couverture, de valeur et de chronologie ainsi que l'incidence des mouvements d'entrepôts, s'est détérioré, passant de -521,1 milliards en 2004 à -691,3 milliards en 2005. La contre-performance de la balance commerciale est due à une hausse des importations de biens (+205,2 milliards) plus prononcée que celle des exportations (+35,0 milliards).

Dans ce contexte, le taux de couverture des importations par les exportations s'est sensiblement détérioré, passant de 60,5 % en 2004 à 54,6 % en 2005.

Tableau I.2. Evolution de la balance commerciale

(en milliards de FCFA)

ANNEES	EXPORTATIONS DE BIENS	IMPORTATIONS DE BIENS	SOLDE COMMERCIAL	TAUX DE COUVERTURE EN %
2000	654,9	951,6	-296,7	68,8
2001	735,3	1.047,1	-311,8	70,2
2002	743,4	1.117,9	-374,6	66,5
2003	730,6	1.200,5	-469,9	60,9
2004	797,4	1.318,5	-521,1	60,5
2005	832,4	1.523,7	-691,3	54,6

1.1.1. Exportations de biens

Les exportations globales (commerce général FOB ajusté) sont arrêtées à 832,4 milliards en 2005 en hausse de 4,4 % par rapport à leur niveau de 2004 soit 797,4 milliards. Cette croissance des exportations a été atténuée par la contre-performance des ventes à l'extérieur des produits traditionnels (sel marin, phosphates, engrais solides et coton).

Tableau I.3. Exportations de biens par rubriques

(en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Marchandises générales	724.015	733.944	722.337	786.176	818.999
Biens exportés pour transformation					
Réparations de biens	266	8	213	90	110
Achats de biens dans les ports par les transporteurs Or non monétaire	11.035	9.405	8.001	11.145	13.332
Total des exportations de biens	735.316	743.357	730.551	797.411	832.441

**Tableau I.4. Evolution des exportations de marchandises
générales par principaux produits**

(en millions de FCFA)

PRODUITS	2001	2002	2003	2004	2005
Sel marin	6.491	7.168	6.845	6.690	5.011
Produits pétroliers	90.336	95.292	109.303	115.200	162.767
Produits arachidières	66.084	48.203	25.300	17.400	20.800
Phosphates	13.700	12.200	5.300	7.894	755
Coton	5.900	9.700	12.400	15.301	11.229
Produits de la pêche (poissons, conserves)	180.370	181.491	164.100	163.300	166.437
Ciment	6.430	7.554	7.323	14.692	27.057
Acide phosphorique	54.656	119.150	69.300	80.664	85.287
Engrais	14.718	26.210	28.922	36.453	18.597
Articles manufacturés	59.537	72.513	77.543	65.351	66.115
dont produits textiles et chaussures	9.840	14.759	19.474	7.558	8.022
Autres produits d'exportation	88.664	169.572	241.019	196.284	256.194
dont biens d'équipement	8.335	4.822	21.710	33.021	101.246
Total (Commerce Général FOB non ajusté)	580.456	668.986	669.812	719.091	820.249
Ajustements de valeur	20.177	-34.720	-10.318	238	4.377
Ajustements de champ couvert	132.530	102.574	68.737	66.325	11
Ajustements de chronologie	-9.148	-2.896	-5.894	522	-5.638
EXPORTATIONS FOB AJUSTEES	724.015	733.944	722.337	786.176	818.999

Tableau I.5. Evolution des exportations de marchandises générales ajustées

Volume en milliers de tonnes, Prix en FCFA/kg, Valeur en millions de FCFA

PRODUITS	2 001		2 002		2 003		2 004		2 005	
Sel marin	6 490,7	0,9	7 168,2	1,0	6 845,7	0,9	6 690,0	0,9	5 071,0	0,6
Volume	146,3		157,2		149,4		149,0		114,5	
Prix	44,4		45,1		45,8		44,9		44,3	
Produits pétroliers	90 335,9	12,5	95 291,7	13,0	109 304,0	15,1	115 200,0	14,7	162 767,0	14,9
Volume	469,3		538,7		627,4		638,5		748,2	
Prix	192,5		176,9		174,2		180,4		217,6	
Produits Arachidières	65 146,0	9,0	47 282,3	6,4	25 227,0	3,5	17 319,0	2,2	20 700,0	2,5
Huile brute	52 193,0		37 111,7		21 682,0		13 670,0		19 600,0	
Volume	112,9		83,2		39,1		22,5		35,4	
Prix	462,3		445,9		554,5		608,2		553,1	
Tourteaux	12 953,0		10 170,6		3 545,0		3 649,0		1 100,0	
Volume	144,0		108,8		38,6		25,8		12,8	
Prix	90,0		93,5		91,8		141,2		89,4	
Phosphates	13 693,3	1,9	12 184,1	1,7	5 344,5	0,7	7 894,0	1,0	3 378,0	0,4
Volume	510,4		486,0		203,9		197,9		174,4	
Prix	26,8		25,1		26,2		39,9		19,4	
Coton	5 941,4	0,8	9 693,6	1,3	13 718,3	1,9	13 577,5	1,7	12 077,5	1,5
Volume	7,3		14,3		16,8		16,5		18,2	
Prix	812,8		676,5		816,7		820,9		663,6	
Ciment	6 429,5	0,9	7 554,5	1,0	8 960,3	1,2	14 692,6	1,9	25 258,2	3,1
Volume	126,1		161,2		202,3		348,5		572,7	
Prix	51,0		46,9		44,3		42,2		44,1	
Produits Pêche	181 100,2	24,9	181 489,9	24,7	164 017,0	22,7	167 500,4	21,3	154 574,0	18,9
Poissons frais	18 972,0		59 049,7		34 315,6		39 955,1		22 173,3	
Volume	8,1		16,9		7,2		8,2		9,0	
Prix	2 344,0		3 491,5		4 769,9		4 882,1		2 463,7	
Poissons Congelés	143 743,8		101 230,8		109 220,5		110 706,3		120 897,0	
Volume	62,7		55,9		71,6		71,2		63,0	
Prix	2 291,7		1 812,3		1 525,4		1 555,3		1 919,0	
Conserves	13 084,4		13 623,7		13 708,9		12 617,3		7 082,4	
Volume	10,6		9,2		9,5		7,8		8,0	
Prix	1 233,1		1 487,0		1 449,3		1 622,6		885,3	
Produits transformés	5 300,0		7 585,7		6 772,0		4 221,7		4 589,4	
Volume	5,6		5,7		7,4		5,3		3,2	
Prix	952,2		1 330,8		912,7		792,4		1 434,2	
Produits des ICS	72 150,0	10,0	109 219,0	14,9	92 168,0	12,8	102 482,0	13,0	94 947,0	11,6
Acide phosphorique	56 221,0	7,8	91 745,0	12,5	69 320,0	9,6	80 664,0	10,3	85 287,0	10,4
Volume	284,8		506,2		439,9		486,9		453,4	
Prix	197,4		181,2		157,6		165,7		188,1	
Engrais solide	15 929,0	2,2	17 474,0	2,4	22 848,0	3,2	21 818,0	2,8	9 660,0	1,2
Volume	116,8		155,7		195,5		152,9		71,8	
Prix	136,4		112,2		116,9		142,7		134,5	
Autres	282 728,0	39,1	264 060,7	36,0	296 752,2	41,1	340 820,5	43,4	340 226,3	46,5
EXPORTATIONS FOB										
AJUSTEES	724 015,0	100,0	733 944,0	100,0	722 337,0	100,0	786 176,0	100,0	818 999,0	100,0

L'examen du tableau relatif aux exportations de marchandises générales (ajustées) fait ressortir une hausse des ventes à l'extérieur de produits arachidières, de produits pétroliers, de ciment et de produits non-traditionnels toutefois atténuée par la baisse du produit des ventes des autres produits traditionnels (sel marin, phosphates, engrais solides et coton).

Les recettes d'exportations de produits pétroliers ont augmenté de 47,8 milliards par suite d'un accroissement des cours de cession et des volumes écoulés respectivement de 20,6 % et

17,2 %.

Les ventes extérieures de produits arachidières ont aussi augmenté de 19,5 %, pour s'établir à 20,7 milliards en 2005 contre 17,3 milliards en 2004 à la faveur de l'accroissement des volumes exportés d'huile brute de 57,3 %, les livraisons de tourteaux s'étant repliées de 50,4 %. Pour leur part, les cours de cession se sont inscrits en baisse de 9,1 % pour l'huile brute et 36,7 % pour les tourteaux.

La production des Ciments du Sahel a permis de relever le niveau des exportations de ciment qui sont passées de 14,7 milliards en 2004 à 25,3 milliards 2005, soit une hausse de 72,1 % imputable à la progression simultanée des expéditions (+64,3 %) et des prix de cession (4,5%).

Les exportations de produits non traditionnels, composées de produits horticoles, de cuirs et peaux, de récipients en tôle, en fer ou acier, de cigarettes et de divers autres produits, sont évaluées à 340,2 milliards en 2005 en quasi-stabilité par rapport à 2004 (340,8 milliards).

En revanche, les ventes extérieures de sel marin ont baissé de 24,2 % à la suite du repli des volumes exportés (-23,2 %) et dans une moindre mesure des prix de cession (-1,3 %).

Les recettes tirées des produits halieutiques (poissons frais, crustacés, mollusques, conserves et produits transformés) sont évaluées à 154,6 milliards en 2005 contre 167,5 milliards en 2004. Cette évolution s'explique par la baisse des exportations de poissons frais et des conserves, atténuée par la hausse des ventes à l'extérieur de poissons congelés et de produits transformés.

Les ventes à l'extérieur des produits chimiques par les ICS ont baissé de 7,5 % en 2005 en liaison avec le repli des exportations d'engrais solide de 55,7 % consécutive à la diminution simultanée des quantités écoulées (53,0 %) et des prix de cession (5,6 %). Les recettes extérieures d'acide phosphorique ont, par contre, augmenté de 80,7 milliards en 2004 à 85,3 milliards en 2005, à la faveur de l'accroissement des prix de cession (+13,5 %), les volumes écoulés ayant affiché une baisse de 6,9 %.

Les exportations de coton ont, pour leur part, enregistré une baisse de 11,0 %, ressortant à 12,1 milliards en 2005 contre 13,6 milliards en 2004.

En définitive, sous l'effet d'une hausse des exportations et d'une quasi-stabilité du service de la dette, le ratio du service contractuel de la dette extérieure par rapport aux exportations de biens s'est amélioré, s'établissant à 24,8 % en 2005 contre 26,2 % en 2004. Les paiements des Administrations publiques au titre du service contractuel de la dette extérieure se sont élevés à 109,1 milliards en 2005 contre 151,6 milliards en 2004. Cette baisse est due, en partie, aux importantes annulations de dettes obtenues par le Sénégal auprès du Club de Paris en avril 2004. En revanche, le service contractuel de la dette extérieure des banques et des autres secteurs est passé de 57,0 milliards en 2004 (respectivement 2,2 milliards et 54,8 milliards) à 97,8 milliards en 2005 (respectivement 22,7 milliards et 75,1 milliards).

Tableau I.6. Ratio du service de la dette par rapport aux exportations totales de biens

(en millions de FCFA)

	2001	2002	2003	2004	2005
Exportations totales de biens	735.316	743.357	730.551	797.411	832.441
Service contractuel de la dette extérieure	178.520	198.601	206.501	208.577	206.857
SERVICE DE LA DETTE /	24,3	26,7	28,3	26,2	24,8
EXPORTATIONS DE BIENS (%)					

LES PRINCIPAUX PAYS CLIENTS DU SENEGAL

Le continent africain (44,4 %), en particulier les pays de la CEDEAO (35,0 %), est la principale destination des exportations sénégalaises. Le marché européen, principalement l'Union Européenne, occupe le seconde place avec 24,9 % des ventes extérieures du Sénégal. Toutefois, la place du continent européen s'effrite progressivement alors que celle des continents asiatique (16,9 %) et américain (1,5 %) se confortent davantage.

Le Mali (17,5 %), l'Inde (13,6 %), la France (9,6 %) et dans une moindre mesure, la Gambie (4,8 %), la Guinée-Bissau (2,5 %) et la Côte d'Ivoire (2,3 %) sont les principaux pays clients du Sénégal. Ces pays ont absorbé 50,3 % des ventes extérieures du Sénégal en 2005 contre 47,9 % en 2004.

S'agissant en particulier de la destination UEMOA, sa part dans les exportations totales du Sénégal a progressé, ressortant à 25,7 % en 2005 contre 25,5 % en 2004.

Le Mali, la Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau sont les principaux clients du Sénégal dans l'Union. Ils ont acquis, à eux seuls, 86,7 % des produits vendus dans la zone en 2005 contre 79,5 % en 2004. Les exportations vers le Mali, évaluées en 2005 à 143,5 milliards, ont augmenté de 47,4 %. En revanche, les ventes extérieures en Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau ont accusé respectivement une baisse de 20,6 % et 16,1 %. Les exportations sénégalaises vers ces deux pays sont ressorties en 2005 à 18,9 milliards pour la Côte d'Ivoire et 20,5 milliards pour la Guinée-Bissau contre respectivement 23,8 milliards et 24,5 milliards en 2004.

Au cours de l'année 2005, le Sénégal a essentiellement vendu au Mali des produits alimentaires (poissons et produits laitiers), du ciment, de l'engrais et des produits pétroliers. Les exportations en Côte d'Ivoire sont principalement constituées de produits halieutiques, de tabacs, d'engrais et de plastiques. En ce qui concerne les ventes extérieures en Guinée Bissau, elles sont dominées par les produits pétroliers et les produits pharmaceutiques.

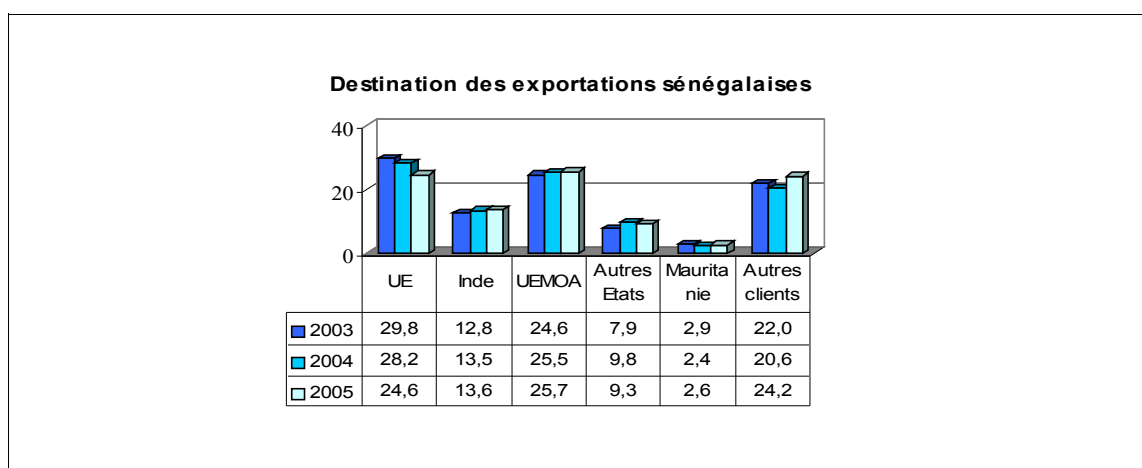


Tableau I.7. Orientation géographique des exportations¹

(en millions de FCFA)

	2002		2003		2004		2005	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Exportations	668.986	100	669.812	100	719.087	100	820.249	100
Union Européenne	226.534	33,8	199.661	29,8	202.556	28,2	201.781	24,6
- dont France	85.588	12,8	80.019	12	68.793	9,6	78.744	9,6
Etats Unis	1.701	0,3	4.43	0,7	1.812	0,3	9.843	1,2
Japon	0.42	0,0	4.213	0,6	6.629	0,9	5.742	0,7
Inde	137.159	20,5	85.641	12,8	96.722	13,5	111.554	13,6
Chine			8.882	1,3	3.381	0,5	7.590	0,9
Thaïlande	0.405	0,0	1.385	0,2	1.162	0,2	1.640	0,2
CEDEAO	176.616	26,4	218.145	32,6	253.866	35,3	287.087	35,0
UEMOA	125.079	18,7	165.051	24,6	183.188	25,5	210.804	25,7
Bénin	15.302	2,3	19.007	2,8	13.38	1,9	8.202	1,0
Burkina faso	2.639	0,7	17.148	2,6	12.583	1,7	9.023	1,1
Côte d'Ivoire	23.142	3,5	35.741	5,3	23.826	3,3	18.866	2,3
Guinée-Bissau	14.878	2,2	15.777	2,4	24.452	3,4	20.506	2,5
Mali	60.756	9,1	66.869	10	97.363	13,5	143.544	17,5
Niger	0.489	0,1	1.827	0,3	1.993	0,3	3.281	0,4
Togo	6.04	1,0	8.682	1,3	9.592	1,3	8.202	1,0
AUTRES Etats CEDEAO	51.537	7,7	53.094	7,9	70.678	9,8	76.283	9,3
Dont Nigeria	3.02	0,5	1.022	0,2	4.109	0,6	820	0,1
Gambie	23.921	3,6	24.888	3,7	37.07	5,2	39.372	4,8
R. Guinée	12.566	1,9	17.508	2,6	21.054	2,9	23.787	2,9
Mauritanie	21.742	3,3	19.383	2,9	17.404	2,4	21.326	2,6
Autres clients	104.408	15,6	136.954	20,5	138.935	19,3	131.345	22,2
Continent américain	3.261	0,5	5.638	0,8	4.408	0,6	12.304	1,5
Continent asiatique	147.045	21,9	110.313	16,5	119.748	16,7	138.622	16,9
Continent africain	223.873	33,4	258.246	38,6	301.403	41,9	364.191	44,4
Continent européen	230.644	34,4	204.731	30,6	206.72	28,7	204.242	24,9
Autres	64.162	9,6	90.884	13,6	86.808	12,1	100.891	12,3

1.1.2. Importations de biens

Les importations totales de biens (commerce général FOB ajusté) ont augmenté de 15,6 % en 2005, s'établissant à 1.523,7 milliards contre 1.318,5 milliards un an plus tôt. Cette évolution sensible est imputable essentiellement à la hausse de la facture pétrolière et au renchérissement des biens intermédiaires et des « autres biens » importés.

1 Source : Direction de la Prévision et de la Statistique / MEF – Commerce général (données brutes).

Tableau I.8. Importations de biens par rubriques*(en millions de FCFA)*

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Marchandises générales	1.045.796	1.102.795	1.192.182	1.309.439	1.517.071
Biens importés pour transformation					
Réparations de biens	1.095	10.142	3.472	4.170	2.293
Achats de biens dans les ports par les transporteurs	180	4.973	4.821	4.885	4.382
Total des importations de biens	1.047.071	1.117.910	1.200.475	1.318.494	1.523.746

Tableau I.9. Evolution des importations de marchandises générales*(en millions de FCFA)*

PRODUITS	2001	2002	2003	2004	2005
Produits alimentaires	302.765	321.246	349.740	352.355	441.664
Boissons, tabacs	23.168	26.683	32.634	24.719	28.157
Produits énergétiques	232.500	197.900	230.800	275.357	421.233
Graisses et huiles	38.342	33.128	56.627	58.429	58.507
Biens d'équipement	303.920	382.446	289.916	320.725	405.926
<i>dont matériel de transport</i>	<i>97.431</i>	<i>145.419</i>	<i>92.556</i>	<i>84.128</i>	<i>147.534</i>
<i>machines et appareils</i>	<i>189.826</i>	<i>206.275</i>	<i>182.799</i>	<i>195.130</i>	<i>223.790</i>
Autres biens de consommation	358.047	368.634	374.486	459.250	446.193
<i>dont produits pharmaceutiques</i>	<i>40.729</i>	<i>46.912</i>	<i>45.513</i>	<i>71.179</i>	<i>65.166</i>
<i>articles manufacturés</i>	<i>77.050</i>	<i>81.960</i>	<i>76.614</i>	<i>95.468</i>	<i>99.762</i>
Produits non classés ailleurs	13.865	69.004	57.383	26.272	48.137
Total (Commerce Général CAF non ajusté)	1.272.607	1.399.041	1.391.586	1.517.107	1.849.817
Ajust. de valeur	-20.773	1.021	-8.507	-6.760	-14.021
Ajust. de chronologie	-35.830	-91.191	-6.460	-30.789	-30.000
Ajust. de champ couvert ²	-27.600	-55.695	-21.867	8.441	-81.951
IMPORTATIONS TOTALES CAF	1.188.404	1.253.176	1.354.752	1.487.999	1.723.944

2 En 2005, le montant des importations temporaires, en transit ou en régime suspensif s'est élevé à 78,7 Mds.

Tableau I.10. Evolution des importations de marchandises générales ajustées*(en milliards de FCFA)*

PRODUITS	2001		2002		2003		2004		2005	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Produits alimentaires	289,7	25,5	308,9	25,5	316,5	23,4	326,9	22,0	340,2	19,8
. Riz	103,9	8,7	130,4	10,4	126,4	9,3	128,3	8,6	132,9	7,7
. Blé	29,1	2,4	30,3	2,4	30,9	2,3	41,5	2,8	35,9	2,1
. Sucre	15,7	1,3	9,3	0,7	9,2	0,7	4,3	0,3	15,4	0,9
. Lait	27,5	2,4	24	2,0	31,1	2,3	36,7	2,5	46,2	2,7
. Autres	113,6	10,6	115	10,0	118,9	8,8	116,2	7,8	109,8	6,4
Produits pétroliers	212,1	17,8	198,1	15,8	247,2	18,2	278,5	18,7	431,6	25,0
. Pétrole brut	144,9	12,2	116,0	9,2	158,9	11,7	178,2	12,0	218,1	12,6
. Produits raffinés	67,3	5,7	82,1	6,5	88,2	6,5	100,2	6,1	213,5	12,4
Biens intermédiaires*	300,9	25,3	328,0	26,1	361,5	26,7	408,1	27,4	414,1	24,0
Biens d'équipement	290,1	24,4	321,2	25,5	310,4	22,9	311,8	21,0	378,9	22,0
. Camions et camionnettes	78,5	6,6	79,2	6,3	98,9	7,3	79,3	5,3	83,1	4,8
. Autres machines – outil	180,8	15,2	185,1	14,7	183,8	13,6	191,1	12,8	261,2	15,2
. Autres	30,8	2,6	26,9	2,1	27,8	2,1	41,4	2,8	34,6	2,0
Autres Biens**	95,6	8,0	101,0	8,0	119,1	8,8	162,7	10,9	159,1	9,2
Total (Commerce Général CAF ajusté)	1 188,4	100,0	1 257,2	100,0	1 354,8	100,0	1 488,0	100,0	1 723,9	100,0
Commerce Général FOB	1 045,8		1 102,8		1 192,2		1 309,4		1 517,1	

*matières premières animales et végétales, matières premières minérales, autres demi-produits

** y compris boissons et tabacs

Les importations de marchandises se sont établies à 1.517,1 milliards en 2005 contre 1.309,4 milliards en 2004, soit une hausse de 15,9 % liée à l'accroissement de tous les produits d'importation à l'exception des autres biens.

La facture de produits alimentaires importés a affiché une hausse de 4,1 % due notamment à l'accroissement des approvisionnements en riz (3,6 %), produits laitiers (25,9 %) et de sucre (4,3 milliards en 2004 à 15,4 milliards en 2005). En revanche, les importations de blé et autres produits alimentaires se sont repliées respectivement de 13,5 % et 5,5 %.

Les acquisitions de produits pétroliers ont, pour leur part, progressé de 55,0 %. Les importations de pétrole brut se sont établies à 218,1 milliards en 2005 contre 178,2 milliards

en 2004, soit une croissance de 22,4 %. Les achats de produits raffinés ont également augmenté, passant de 100,2 milliards en 2004 à 213,5 milliards en 2005.

Les importations de biens intermédiaires se sont accrues de 1,5 % en 2005, tandis que les importations de biens d'équipement ont augmenté de 21,5 % en liaison avec la hausse des acquisitions des autres machines – outils de 36,7 %.

En revanche, les achats à l'extérieur d'autres biens ont baissé de 2,2 %, s'établissant à 159,1 milliards en 2005 contre 162,7 milliards un an auparavant.

En pourcentage du PIB, les importations de produits alimentaires et de produits pétroliers ont augmenté, se situant à 17,0 % en 2005 contre 14,4 % en 2004, en raison notamment de la forte hausse de la facture pétrolière.

Tableau I.11. Evolution des importations de produits pétroliers et de produits alimentaires en pourcentage du PIB

(en millions de FCFA)

PRODUITS	2001	2002	2003	2004	2005
Importations de produits alimentaires et de produits pétroliers (données ajustées)	534.733	519.100	554.784	605.859	771.737
PIB	3.342.700	3.472.700	3.725.400	4.198.500	4.536.400
Importations de produits alimentaires et de produits pétroliers / PIB en % (données ajustées)	15,8	14,9	14,9	14,4	17,0

Les principaux fournisseurs du Sénégal

L'Union européenne, principal partenaire du Sénégal, a fourni 45,2 % des marchandises achetées par le Sénégal à l'extérieur en 2005 contre 45,6 % en 2004. La France reste le principal partenaire du Sénégal, toutefois, sa part dans les achats en provenance de l'Union Européenne (UE) est passée de 53,1 % en 2004 à 50,5 % en 2005. Cette évolution révèle une diversification des partenaires du Sénégal au sein de l'UE.

La part de l'Asie s'est légèrement effritée, passant de 19,2 % en 2004 à 17,8 % en 2005. Les achats, provenant notamment de la Thaïlande (4,3 %), du Japon (1,8 %) et de l'Inde (2,7 %) sont constitués pour l'essentiel de riz et de produits électroniques.

La part du continent africain s'est maintenue en relative stabilité à 21,2 %. En Afrique, les principaux pays fournisseurs du Sénégal demeurent le Nigeria et la Côte d'Ivoire, malgré un léger repli, avec respectivement 11,4 % et 2,9 % des importations globales en 2005 contre 11,6 % et 3,5 % en 2004. Les importations en provenance de l'UEMOA, encore faibles, se sont inscrites en baisse, passant de 56,3 milliards en 2004 à 51,7 milliards en 2005.

Le continent américain a accru sa part dans les acquisitions du Sénégal à l'extérieur. En effet, les importations en provenance de ce continent ont représenté 11,7 % des importations totales

sénégalaises en 2005 contre 9,7 % en 2004. Ces importations proviennent essentiellement des Etats-Unis dont les ventes au Sénégal ont atteint 70,7 milliards en 2005 contre 43,9 milliards en 2004.

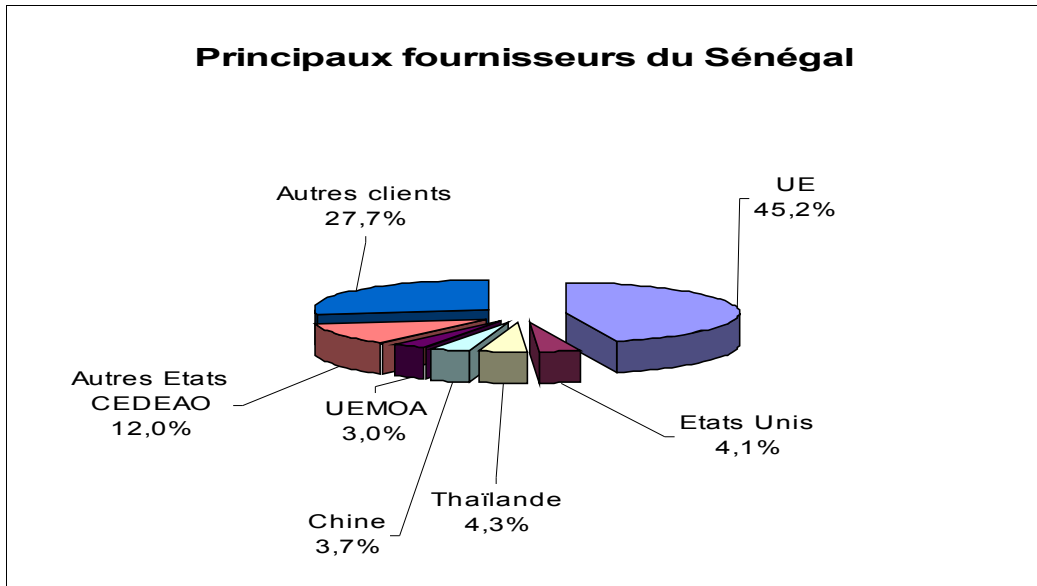


Tableau I.12. Orientation géographique des importations³

(en millions de FCFA)

	2002		2003		2004		2005	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Importations CAF	1.399.041	100	1.391.594	100	1.518.299	100	1.723.944	100
Union Européenne	700.925	50,1	699.609	50,3	692.556	45,6	779.223	45,2
- dont France	352.738	25,2	342.656	24,6	368.056	24,2	393.059	22,8
Etats Unis	74.884	5,4	50.093	3,6	43.893	2,9	70.682	4,1
Japon	39.301	2,8	33.626	2,4	39.838	2,6	31.031	1,8
Inde	32.662	2,3	30.616	2,2	21.56	1,4	46.546	2,7
Thaïlande	105.999	7,6	101.199	7,3	93.442	6,2	74.130	4,3
Chine			37.384	2,7	52.143	3,4	64.500	3,7
CEDEAO	167.044	11,9	229.953	16,5	241.375	15,9	258.592	15,0
UEMOA	43.424	3,1	56.176	4	56.263	3,7	51.718	3,0
Bénin	0.382	-	5.159	0,4	0.602	0	297	0,0
Burkina Faso	0.069	-	0.024	1,7	0.032	0	50	0,0
Côte d'Ivoire	42.45	3	50.092	3,6	53.201	3,5	49.513	2,9
Guinée-Bissau	0.011	-	0.00	0	0.065	0	-	0,0
Mali ⁴	0.009	-	0.011	0	0.768	0,1	133	0,0
Niger	-	-	0.014	0	-	0	1	0,0
Togo	0.503	-	0.875	0,1	1.595	0,1	1.724	0,1
AUTRES Etats CEDEAO	123.62	8,8	173.777	12,5	185.112	12,2	206.873	12
Dont Nigeria	115.913	8,3	163.329	11,7	176.359	11,6	196.530	11,4
Gambie	0.13	-	0.00	0,3	0.106	0	934	0,1
R. Guinée	0.449	-	0.428	0	0.745	0	1.724	0,1
Mauritanie	0.009	-	0.02	0	0.296	0	792	0,0
Autres clients	278.217	19,9	246.478	17,7	385.339	25,4	398.448	26,9
Continent américain	135.279	9,7	125.415	9	146.519	9,7	201.701	11,7
Continent asiatique	265.388	19	266.731	19,2	292.209	19,2	306.862	17,8
Continent africain	243.226	17,4	290.951	20,9	315.995	20,8	365.476	21,2
Continent européen	752.882	53,8	705.539	50,7	760.093	50,1	846.457	49,1
Divers	2.266	0,2	2.958	0,2	3.483	0,2	3.448	0,2

3 Source : Direction de la Prévision et de la Statistique / MEF – Commerce général (données brutes).

4 Les importations en provenance du Mali ne prennent pas en compte les animaux vivants.

I.2. EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES

Le solde déficitaire de la balance des services s'est détérioré de 1,5 milliard en 2005, s'établissant à -16,3 milliards, contre -14,8 milliards en 2004. Cette évolution est attribuable essentiellement à l'accroissement des paiements au titre du fret insuffisamment compensé par la hausse des recettes touristiques.

1.2.1. Les transports

Composé du transport de passagers et de marchandises ainsi que de diverses autres activités connexes au transport, le poste « Transport » s'est dégradé en 2005, ressortant à -163,3 milliards contre -149,9 milliards une année auparavant. Cette évolution est due notamment aux dépenses d'expéditions de marchandises qui se sont alourdies en liaison avec l'augmentation des importations et à l'accentuation du déficit des autres activités connexes qui passent de -5,4 milliards en 2004 à -10,8 milliards en 2005.

En revanche, la rubrique « transports de passagers » s'est fortement améliorée, passant d'un déficit de -3,3 milliards en 2004 à un excédent de 6,6 milliards en 2005 à la faveur des gains de parts de marché de la compagnie aérienne Air Sénégal International.

Tableau I.13. Evolution des transports

(en millions de FCFA)

	2001	2002	2003	2004	2005
Passagers	-44.713	-34.197	-7.685	-3.343	6.611
Fret (net)	-114.908	-121.823	-131.335	-141.169	-159.060
Autres	7.777	4.879	-3.858	-5.403	-10.848
Solde	-151.844	-151.141	-142.878	-149.915	-163.297
IMPORTATIONS CAF	1.188.404	1.253.176	1.354.752	1.487.999	1.723.944
FRET/IMPORTATIONS CAF en %	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0

1.2.2. Les voyages

L'excédent du poste « Voyages » est passé de 81,6 milliards en 2004 à 93,7 milliards en 2005, soit une hausse de 14,8 % liée à la bonne tenue du secteur touristique, après la baisse d'activité notée en 2004. En effet, les recettes touristiques sont passées de 93,4 milliards en 2004 à 96,4 milliards en 2005.

Tableau I.14. Evolution des voyages*(en millions de FCFA)*

Année	2001	2002	2003	2004	2005
Voyages	96.404	101.946	89.019	81.606	93.733
-à titre professionnel	44.003	46.656	41.075	42.257	44.854
-à titre personnel	52.401	55.290	47.944	39.349	48.879

1.2.3. Les autres services

L'excédent des autres services a légèrement fléchi de 53,5 milliards en 2004 à 53,3 milliards en 2005. Cette quasi-stabilité masque une évolution contrastée des différents postes. L'excédent des « services de BTP » s'est réduit de 38,0 milliards en 2004 à 35,6 milliards en 2005 et le déficit des « services d'assurances » s'est dégradé de 32,8 milliards à 35,7 milliards.

En revanche, l'excédent des « services fournis ou reçus par les administrations » s'est inscrit en hausse, passant de 29,1 milliards en 2004 à 30,6 milliards en 2005, celui des « services de communication », de 34,8 milliards en 2004 à 35,5 milliards en 2005. Par ailleurs, le déficit des « autres services aux entreprises » s'est amélioré de 2,9 milliards, ressortant à 12,7 milliards en 2005 contre 15,6 milliards 2004.

Tableau I.15. Evolution des autres services*(en millions de FCFA)*

	2001	2002	2003	2004	2005
Autres services	44.046	36.505	40.834	53.520	53.286
- Services BTP	7.776	6.040	20.736	37.995	35.583
- Services d'assurances	-30.765	-29.337	-31.042	-32.766	-35.650
<i>dont assurances sur marchandises</i>	<i>-23.768</i>	<i>-25.064</i>	<i>-27.095</i>	<i>-29.760</i>	<i>-34.480</i>
- Services fournis ou reçus par les administrations	31.160	34.464	32.936	29.075	30.643
- Services de communication	33.718	23.582	33.995	34.776	35.457
- Autres Services aux entreprises	2.157	1.756	-15.791	-15.560	-12.747

I.3. EVOLUTION DES REVENUS

Le déficit des revenus s'est replié de 69,0 milliards en 2004 à 47,8 milliards en 2005 du fait de la baisse des intérêts au titre de la dette publique extérieure.

1.3.1. Revenus du travail

Les revenus nets du travail, structurellement excédentaires ont légèrement progressé de 31,4 milliards en 2004 à 32,3 milliards en 2005. Par contre, la part des entrées au titre des revenus du travail dans les revenus nets totaux perçus au profit de l'économie sénégalaise affiche une baisse, s'établissant à 34,7 % contre 44,5 % une année auparavant.

1.3.2. Revenus des investissements

Le solde des revenus d'investissements s'est amélioré de 20,3 milliards, se situant à -80,1 milliards en 2005 contre -100,4 milliards en 2004. Cette évolution est essentiellement imputable à celle des revenus des autres investissements, évalués à -31,4 milliards en 2005 contre -46,7 milliards en 2004 du fait notamment de la baisse des charges d'intérêts sur la dette publique extérieure qui passent de 47,3 milliards en 2004 à 30,0 milliards en 2005. La part des intérêts sur la dette publique extérieure dans le total des revenus d'investissements s'est également inscrite en baisse, ressortant à 19,9 % en 2005 contre 32,3 % en 2004.

En ce qui concerne les revenus des investissements directs, ils sont ressortis en quasi-stabilité à 32,2 milliards en 2005 contre 32,7 milliards en 2004, en dépit des sorties au titre des bénéfices et dividendes.

S'agissant des revenus des investissements de portefeuille, leur solde s'est établi à -16,5 milliards en 2005 contre -21,0 milliards en 2004, soit une amélioration de 4,5 milliards.

Tableau I.16. Evolution des revenus du travail

(en millions de FCFA)

	2001			2002			2003			2004			2005		
	C	D	S	C	D	S	C	D	S	C	D	S	C	D	S
Total des revenus	49.210	126.027	-76.817	46.952	137.547	-90.595	69.389	148.521	-79.132	82.813	151.857	-69.044	109.136	156.931	-47.795
Dont Revenus du travail														5.607	
	33.031	6.295	26.736	33.313	3.477	29.836	36.443	5.166	31.277	36.828	5.436	31.392	37.895		32.288
Revenus du travail / Total des revenus en %	67,1			71,0			52,5			44,5			34,7		

Tableau I.17. Evolution des revenus des investissements

(en millions de FCFA)

	2001			2002			2003			2004			2005		
	C	D	S	C	D	S	C	D	S	C	D	S	C	D	S
Total des revenus des investissements	16.179	119.732	-103.553	13.639	134.070	-120.431	32.946	143.355	-110.409	45.985	146.421	-100.436	71.241	151.324	-80.083
. Revenus des investissements directs	4.820	53.245	-48.425	2.098	64.520	-62.422	21.204	70.772	-49.568	35.490	68.222	-32.732	59.014	91.231	-32.217
. Investissements de portefeuille	2.046	13.289	-11.243	5.587	17.279	-11.692	3.281	20.917	-17.636	4.466	25.481	-21.015	6.482	22.975	-16.493
. Autres investissements dont Intérêts sur la dette extérieure publique	9.313	53.198	-43.885	5.954	52.271	-46.317	8.461	51.666	-43.205	6.029	52.718	-46.689	5.745	37.118	-31.373
directe	-	45.406	-45.406	-	47.505	-47.505	-	45.663	-45.663	-	47.318	-47.318	-	30.046	-30.046
Intérêts sur la dette extérieure / Total des revenus des investissements (en %)		37,9			35,4			31,9			32,3			19,9	

I.4. EVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS

L'excédent des transferts courants, arrêté à 397,6 milliards en 2005, a augmenté de 63,7 milliards comparativement à son niveau de 333,9 milliards enregistré en 2004.

Cette évolution, observée en dépit du repli des flux d'aide en faveur du secteur officiel, est imputable aux transferts nets au profit des autres secteurs qui ont augmenté de 269,6 milliards en 2004 à 340,8 milliards en 2005.

Les dons et autres concours officiels ont légèrement diminué, passant de 64,3 milliards en 2004 à 56,8 milliards en 2005. Ces transferts officiels couvrent notamment l'appui budgétaire des Pays-Bas (7,5 milliards), l'aide budgétaire accordée par l'Union Européenne (2,3 milliards), la Commission de l'UEMOA (2,3 milliards), l'Agence Française de Développement (2,3 milliards), l'organisation des Nations Unies (7,3 milliards), le Programme des Nations Unies pour l'Enfance (2,3 milliards), ainsi que l'assistance technique (7,4 milliards) et le produit des accords de pêche avec l'UE (8,5 milliards).

Tableau I.18. Evolution des transferts courants

(en millions de FCFA)

	2001	2002	2003	2004	2005
Transferts courants des Adm. Publ.	47.204	64.750	67.283	64.269	56.795
Transferts courants des Autres secteurs	172.826	192.177	241.013	269.609	340.789
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	<i>159.020</i>	<i>182.859</i>	<i>232.496</i>	<i>262.371</i>	<i>332.233</i>
Total des transferts courants	220.030	256.927	308.296	333.878	397.584

II. EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières enregistre les transferts de capital, les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits ainsi que les mouvements relatifs aux investissements.

II.1. EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL

2.1.1. Evolution de la balance des transferts de capital

L'excédent des transferts de capital est passé de 396,4 milliards en 2004 à 105,6 milliards en 2005. Cette évolution reflète la baisse des transferts au profit des Administrations publiques⁴.

En effet, les transferts de capital des Administrations Publiques sont passés de 392,0 milliards en 2004 à 100,0 milliards en 2005. Au cours de l'année 2005, le Sénégal a mobilisé des subventions auprès de l'USAID (16,1 milliards), du FED (11,6 milliards), du PNUD (1,9 milliard) ainsi que de la France (11,4 milliards) et de l'Allemagne (10,3 milliards). Au total les dons-projets ont baissé de 6,5 milliards, passant de 69,9 milliards en 2004 à 63,4 milliards en 2005.

Les transferts de capital des autres secteurs ont progressé de 4,4 milliards en 2004 à 5,7 milliards en 2005.

⁴ Il convient de rappeler qu'en 2004, le Sénégal avait obtenu des annulations de dettes de 276,6 milliards à la faveur de l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE.

Tableau II.1. Evolution des transferts de capital*(en millions de FCFA)*

	2001	2002	2003	2004	2004
Transferts de capital des APU	104.758	82.540	80.836	392.013	99.963
Remises de dette	21.564	22.025	20.700	322.113	36.598
Autres transferts	83.194	60.515	60.136	69.900	63.365
Transferts de capital des autres secteurs	2.058	5.910	6.780	4.425	5.672
Total des Transferts de capital	106.816	88.450	87.616	396.438	105.635

1

2.1.2. Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits

Ce poste enregistre des transactions relatives aux actifs corporels qui sont utiles ou indispensables pour la production de biens et de services, mais qui n'ont pas été produits eux-mêmes (terre, ressources du sous-sol, etc.) et aux actifs incorporels intangibles (brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.).

A l'instar des années précédentes, un faible montant, soit une valeur de 409 millions de FCFA en 2005, a été enregistré au titre des acquisitions d'actifs non financiers non produits.

II.2. EVOLUTION DU COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES**2.2.1. Evolution des opérations financières (présentées dans l'optique des composantes standard)**

Le solde du compte d'opérations financières est passé d'un déficit de 134,2 milliards en 2004 à un excédent de 247,9 milliards en 2005, du fait principalement de la hausse des autres investissements.

Les investissements directs nets sont passés de 33,8 milliards en 2004 à 27,6 milliards en 2005, soit une baisse de 6,2 milliards imputable essentiellement à la part des pertes des ICS supportée par les investisseurs étrangers.

Le déficit des investissements de portefeuille s'est pour sa part réduit de 24,7 milliards en 2004 à 2,3 milliards en 2005. Cette amélioration est essentiellement due à l'acquisition par des non-résidents d'obligations (19,5 milliards) et de bons du Trésor (7,5 milliards) émis par les Administrations publiques.

Les autres investissements sont ressortis à 229,4 milliards en 2005 contre -61,6 milliards en 2004. Cette évolution est due notamment à la prise en compte, en 2004, des annulations de dette, obtenues à l'atteinte du point d'achèvement, enregistrées comme un remboursement anticipé de la dette publique extérieure. En 2005, les amortissements au titre de la dette publique extérieure ont atteint 79,1 milliards. Par ailleurs, l'Etat a pu mobiliser en 2005 des ressources d'un montant de 21,0 milliards auprès de la Banque Mondiale (16,6 milliards pour le Crédit de Soutien à la Pauvreté et 4,4 milliards dans le cadre du PSAC) contre 13,1 milliards reçus en 2004. De même, l'Etat a pu mobiliser auprès de la Banque Mondiale, de la BAD et de la BID respectivement 75,9 milliards, 18,4 milliards et 10,4 milliards au titre des prêts-projets. Au titre des emprunts bilatéraux, l'Allemagne (4,3 milliards) et l'Inde (8,0 milliards) ont été les principaux bailleurs en 2005. Au total, les décaissements au titre des emprunts contractés par les pouvoirs publics sous forme de prêts-projets se sont chiffrés à 132,5 milliards en 2005 contre 143,6 milliards en 2004. Les autres secteurs (SAR, SONACOS, SHELL, ...) ont reçu

plus de crédits commerciaux, soit 55,2 milliards en 2005 contre 49,6 milliards en 2004. Ils ont toutefois réduit leurs engagements contractuels nets de 9,5 milliards en 2004 à -4,6 milliards en 2005.

Les détails du financement exceptionnel inclus dans les autres investissements figurent dans les renseignements complémentaires requis sur certains postes.

S'agissant des avoirs de réserve de la Banque Centrale, ils se sont améliorés de 6,7 milliards en 2005 contre 81,7 milliards en 2004.

Tableau II.2. Evolution du compte d'opérations financières

(en millions de FCFA)

	2001	2002	2003	2004	2005
- Investissements directs	28.575	30.693	28.965	33.792	27.592
- Investissements de portefeuille	5.552	-28.121	-25.263	-24.685	-2.331
- Autres investissements	98.760	172.923	164.301	-61.641	229.371
- Avoirs de réserve	-66.166	-64.423	-10.328	-81.692	-6.711
Total des opérations financières	66.721	111.072	157.675	-134.226	247.921

2.2.2. Evolution des opérations financières recalculées dans l'optique de présentation habituelle de la BCEAO

2.2.1. Evolution des opérations financières

Le solde des opérations financières, établi selon l'optique monétaire traditionnelle de la BCEAO, s'établit à 233,9 milliards contre -27,8 milliards en 2004.

Tableau II.3. Evolution des opérations financières (selon l'optique habituelle de la BCEAO)

(Pour Mémoire) - en millions de FCFA

	2001	2002	2003	2004	2005
- Investissements directs	28.575	30.639	28.965	33.792	27.592
- Investissements de portefeuille	10.235	2.063	12.816	-14.712	14.418
- Autres investissements	103.884	190.014	171.881	-46.893	191.848
Total des opérations Financières	142.694	222.770	213.662	-27.813	233.858

En tenant compte de l'ensemble des capitaux non monétaires et des erreurs et omissions, la balance des paiements dégage en définitive un déficit 14,1 milliards en 2005 contre un excédent de 106,4 milliards en 2004.

2.2.2.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale et des banques de dépôts : le solde monétaire

En 2005, l'incidence des transactions extérieures sur les avoirs extérieurs nets de l'ensemble du système monétaire a été globalement négative. Toutefois, la position extérieure de la Banque Centrale s'est améliorée, tandis que celle des banques de dépôts s'est dégradée.

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont en effet améliorés de 15,1 milliards et ceux des banques commerciales se sont détériorés de 29,2 milliards.

En intégrant la contrepartie de la réévaluation des engagements à l'égard du FMI (231 millions), les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale affichent une hausse de 15,3 milliards.

Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont passés de 490,1 milliards en 2004 à 505,4 milliards en 2005, soit une amélioration de 15,3 milliards résultant de l'augmentation de 6,7 milliards des avoirs, et de la réduction de 8,6 milliards des engagements.

En effet, les avoirs extérieurs bruts sont passés de 658,9 milliards en 2004 à 665,6 milliards en 2005, traduisant un redressement de la position créditrice du Sénégal au compte des disponibilités extérieures de la Banque Centrale. Celle-ci est passée sur la période de 653,0 milliards à 658,5 milliards, soit une amélioration de 5,5 milliards. La position de réserve s'est améliorée de 4,3 milliards, s'établissant à 5,5 milliards en 2005 contre 1,2 milliard en 2004. En revanche, les avoirs en devises et les DTS détenus ont baissé respectivement de 0,2 milliard et 3,0 milliards sur la même période.

Les engagements extérieurs de la Banque Centrale ont baissé de 168,9 milliards à 160,2 milliards, soit un repli de 8,6 milliards attribuable principalement à la réduction des recours au crédit du FMI ressortis à 82,5 milliards en 2005 contre 104,8 milliards en 2004.

En définitive, en excluant de la variation globale des avoirs extérieurs nets officiels (+15,3 milliards) la contrepartie de la réévaluation des engagements à l'égard du FMI, soit 231 millions, l'amélioration de la position extérieure de la Banque Centrale liée à des transactions réelles est ressortie à 15,1 milliards en 2005.

Tableau II.4. Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

	2001	2002	2003	2004	2005	VARIATION N 2005/2004
AVOIRS	339.448,0	403.645,2	577.346,8	658.924,0	665.615,8	6.691
. Position de réserve	1.339,5	1.339,9	1.208,1	1.220,2	5.548,9	4.328,7
. DTS détenus	5.703,8	6.164,8	5.791,8	3.750,6	765,1	-2.985,5
. Avoirs en devises	14.116,4	2.353,6	1.410,8	997,7	812,2	-185,5
Pos.Créd.Dispon.Ext	318.288,3	393.786,8	568.936,1	652.955,5	658.489,6	5.534,1
ENGAGEMENTS	249.729,1	243.805,8	206.390,2	168.857,3	160.223,2	-8.634,1
. Recours au crédit du Fonds	184.822,3	171.489,3	131.544,6	104.802,7	82.486,6	-22.316,1
. Banques et Institutions étrangères	59.064,6	59.064,6	53.430,0	49.140,0	61.991,9	12.851,9
. Engagements en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Autres dépôts étrangers	4.550,1	7.914,2	20.409,1	6.123,9	13.989,8	7.865,9
. Transferts à exécuter	1.320,7	4.918,2	432,7	8.215,9	1.239,1	-6.976,8
. Ajustements (encaisses détenues par des non-résidents)	-28,6	419,5	573,8	574,8	515,9	-58,9
AVOIRS NETS	89.718,9	159.914,1	370.956,6	490.066,7	505.392,6	15.325,9
Contrepartie de réévaluation	3.243,0	2.187,5	16.430,6	2.305,8	231	

Evolution des avoirs et engagements extérieurs des banques de dépôts et autres institutions monétaires

Les avoirs et engagements extérieurs nets des banques de dépôts se sont détériorés de 29,2 milliards, sous l'effet principalement d'une hausse de leurs engagements (30,1 milliards), leurs avoirs ayant augmenté de 0,9 milliard.

Tableau II.5. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des banques de dépôts et autres institutions monétaires

(en millions de FCFA)

	2001	2002	2003	2004	2005	variation
AVOIRS	176.090	217.468	260.586	295.625	296.567	942
. Banques	176.090	217.468	260.586	295.625	296.567	
. Autres institutions monétaires						
ENGAGEMENTS	160.385	158.094	175.619	221.181	251.281	30.100
. Banques	160.385	158.094	175.619	221.181	251.281	
. Autres institutions monétaires						
Position monétaire extérieure	15.705	59.724	84.967	74.444	45.286	-29.158

- Evolution des avoirs extérieurs nets globaux

Le tableau ci-après retrace l'évolution de la variation des avoirs extérieurs nets globaux :

Tableau II.6. Evolution des avoirs extérieurs nets

(en millions de FCFA)

	2001	2002	2003	2004	2005
1. VARIATIONS DES AEN DES BANQUES ET AUTRES INSTITUTIONS MONETAIRES	6.995,0	43.665,0	25.597	-10.523	-29.158
. (Variation globale)	6.995,0	43.665,0	25.597	-10.523	-29.429
. (Contrepartie des réévaluations)	-	-	-	-	-
2. VARIATION DES AEN DE LA BANQUE CENTRALE	68.978,3	68.033,0	30.390	116.936	15.095
. (Variation globale)	72.221,3	70.220,5	56.821	119.242	15.326
. (Contrepartie des réévaluations)	-3.243,0	-2.187,5	-16.431	-2.306	-231
SOLDE GLOBAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS (1+2)	75.973,3	111.698,0	55.987	106.413	-14.063

III. LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La Position Extérieure Globale du Sénégal (PEG) s'est dégradée en 2005, s'établissant à -1.998,6 milliards contre -1.836,1 milliards en 2004. Cette évolution reflète essentiellement une baisse des avoirs du Sénégal.

Les avoirs détenus à l'étranger se sont en effet repliés de 226,0 milliards, passant de 1350,5 milliards en 2004 à 1.124,5 milliards en 2005, du fait principalement de la baisse cumulée des investissements directs (-5,4 milliards), des investissements de portefeuille (-15,1 milliards) et des autres investissements (-212,3 milliards). En revanche, les avoirs de réserve se sont inscrits en hausse de +6,7 milliards.

S'agissant des engagements, ils ont légèrement diminué, passant de 3.186,7 milliards en 2004 à 3.123,1 milliards en 2005. Cette baisse de 63,6 milliards est due aux investissements directs (-13,3 milliards) et aux autres investissements, évalués à 2.775,0 milliards en 2005 contre 2.883,1 milliards en 2004. En revanche, les stocks d'investissements de portefeuille ont progressé de 91,1 milliards en 2004 à 148,9 milliards en 2005.

L'encours de la dette extérieure publique, arrêté à 1.952,8 milliards en 2005 contre 1.865,0 milliards en 2004, constitue l'essentiel des engagements. Sa part dans les engagements globaux a augmenté, de 58,5 % en 2004 à 62,5 % en 2005.

IV. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES REQUIS SUR CERTAINS POSTES LE FINANCEMENT EXCEPTIONNEL

Ce poste, inclus dans les transferts de capital (remise de dettes) et dans les autres investissements (rééchelonnements, arriérés...) dans la cinquième édition, est retracé ci-dessous pour mémoire.

Tableau IV.1. Evolution du financement exceptionnel

(en millions de FCFA)

	2001	2002	2003	2004	2005
I – Transferts	21.564	22.025	20.700	45.500	36.598
- Remises de dettes	21.564	22.025	20.700	45.500	36.598
II – Autres investissements -	46.030	54.824	62.000	46.200	46.200
Engagements					
1. Economies sur rééchelonnement	46.030	43.234	38.700	31.600	33.020
Dont					
- principal	33.646	33.623	33.200	27.600	29.340
- intérêts	12.384	9.611	5.500	4.000	3.680
2. Club de Paris différé « post-cut-off-date »		11.590	23.300	14.600	
3. Différé de paiement					
4. Variation des arriérés					
I + II (Total financement exceptionnel)	67.594	76.849	82.700	91.700	69.618

**Tableau IV.2. RECONCILIATION : IFS – BALANCE DES PAIEMENTS
AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DE LA BANQUE CENTRALE en 2005**

(en millions de FCFA)

I – AVOIRS EXTERIEURS	662.200,0
selon I.F.S. ligne 11	
Ajustements	3.415,8
TOTAL DES AVOIRS – BALANCE DES PAIEMENTS	665.615,8
II – ENGAGEMENTS EXTERIEURS	158.900,0
selon I.F.S. lignes 16 C	
Fond Fiduciaire	
Recours au crédit du FMI	
selon IFS (1)	81.163,3
selon Balance des paiements	82.489,6
Ajustements	1.323,2
TOTAL DES ENGAGEMENTS – BALANCE DES PAIEMENTS	160.223,2

(1) I.F.S. ligne 2 t l encours en fin de période x cours DTS en fin de période

**Tableau IV.3. RECONCILIATION : IFS – BALANCE DES PAIEMENTS
AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DES AUTRES
INSTITUTIONS MONETAIRES en 2005**

(en millions de FCFA)

I – AVOIRS EXTERIEURS	297.898
Données FISEC corrigées	
Statistiques Monétaires	
Valeur à l'encaissement non disponible	-5.051
Dépôts et cautionnements	0
Débiteurs divers	0
Billets externes UMOA	3.331
Ajustements	83
TOTAL DES AVOIRS – BALANCE DES PAIEMENTS	296.261
II – ENGAGEMENTS EXTERIEURS	124.730
Données FISEC corrigées	
Statistiques Monétaires	
Comptes exigibles après encaissement	-10.709
Versements restant à effectuer sur titres de placement	0
Créditeurs divers	0
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0
Dépôts des émigrés Sénégalais	133.739
Ajustements	3.521
TOTAL DES ENGAGEMENTS - BALANCE DES PAIEMENTS	251.281

Balance des paiements (présentation optique BCEAO)

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 9 93	Compte des transactions courantes	1 803 132	2 160 368	-357 236
4 1 00	Biens	832 441	1 523 746	-691 305
4 1 10	.Marchandises générales	818 999	1 517 071	-698 072
4 1 20	.Autres biens	13 442	6 675	6 767
4 2 00	Services	408 380	424 658	-16 278
4 2 05	.Transports	66 862	230 159	-163 297
4 2 03	- dont fret	13 361	172 421	-159 060
4 2 36	.Voyages	127 862	34 129	93 733
4 2 91	.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	45 964	15 321	30 643
4 2 98	.Autres services	167 692	145 049	22 643
4 3 00	Revenus	109 136	156 373	-47 237
4 3 10	.Rémunération des salariés	37 895	5 607	32 288
4 3 20	.Revenus des investissements	71 241	150 766	-79 525
4 3 05	- dont intérêts sur dette publique		30 046	-30 046
4 3 79	Transferts courants	453 175	55 591	397 584
4 3 80	.Administrations publiques	61 519	4 724	56 795
4 3 90	.Autres secteurs	391 656	50 867	340 789
4 9 97	Compte de capital et d'opérations financières	628 258	289 174	339 084
4 4 00	.Transferts de capital	105 635		105 635
4 4 01	. Administrations publiques	99 963		99 963
4 4 02	. Remises de dettes	36 598		36 598
4 4 10	. Autres	63 365		63 365
4 4 30	. Autres secteurs	5 672		5 672
4 4 80	. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits		409	-409
4 5 00	Investissements directs	102 675	75 083	27 592

Balance des paiements (présentation optique BCEAO)

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 5 05	.De l'économie à l'étranger	6 656	2 583	4 073
4 5 55	.De l'étranger dans l'économie	96 019	72 500	23 519
4 5 99	Investissements de portefeuille	31 337	16 919	14 418
4 6 01	.De l'économie à l'étranger	2 898	991	1 907
4 6 51	.De l'étranger dans l'économie	28 439	15 928	12 511
4 6 99	Autres investissements	388 611	196 763	191 848
4 7 01	.De l'économie à l'étranger	49 285	34 267	15 018
4 7 13	. Administrations publiques	724	201	523
4 7 28	Autres secteurs	48 561	34 066	14 495
4 7 51	.De l'étranger dans l'économie	339 326	162 496	176 830
4 7 63	. Administrations publiques	186 498	79 093	107 405
4 7 78	. Autres secteurs	152 828	83 403	69 425
0 0 00	Pour mémoire			
4 9 20	Financements exceptionnels	69 618		69 618
4 9 31	.Rééchelonnements	33 020		33 020
4 9 22	.Remises de dettes	36 598		36 598
4 9 32	.Total des arriérés			
4 9 48	.Autres			
4 9 98	Erreurs et omissions nettes	4 089		4 089
4 9 90	Solde global	2 471 805	2 485 868	-14 063
4 7 02	Avoirs et engagements extérieurs	176 846	162 783	14 063
4 7 05	.Autorités monétaires	30 503	45 598	-15 095
4 7 16	. Avoirs	3 172	9 883	-6 711
4 7 82	. Engagements	27 331	35 715	-8 384
0 0 00	Pour mémoire			
4 8 05	Contreparties de réévaluation des cptes du FMI	250	19	231
4 7 35	.Banques	146 343	117 185	29 158
4 7 29	. Avoirs	95 699	96 641	-942
4 7 79	. Engagements	50 644	20 544	30 100

Balance des paiements (Présentation standard)

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 9 93	Compte des transactions courantes	1 803 132	2 160 368	-357 236
4 1 00	Biens	832 441	1 523 746	-691 305
4 1 10	.Marchandises générales	818 999	1 517 071	-698 072
4 1 50	.Biens importés ou exportés pour transformation			
4 1 51	. Biens transformés à l'étranger			
4 1 52	. Biens transformés dans l'économie			
4 1 60	.Réparations de biens	110	2 293	-2 183
4 1 70	.Achats de biens dans les ports par les transporteurs	13 332	4 382	8 950
4 1 71	. Dans les ports maritimes	2 304	0	2 304
4 1 72	. Dans les aéroports	11 028	4 382	6 646
4 1 73	. Dans d'autres ports			
4 1 80	.Or non monétaire			
4 1 81	. Détenu à titre de réserve de valeur			
4 1 82	. Détenu à d'autres fins			
4 2 00	Services	408 380	424 658	-16 278
4 2 05	.Transports	66 862	230 159	-163 297
4 2 06	.Transports maritimes		167 761	-167 761
4 2 07	. Passagers			
4 2 08	. Fret		167 761	-167 761
4 2 09	. Autres			
4 2 10	.Transports aériens	47 720	62 353	-14 633
4 2 11	. Passagers	44 054	41 915	2 139
4 2 12	. Fret		4 615	-4 615
4 2 13	. Autres	3 666	15 823	-12 157
4 2 14	.Autres transports	19 142	45	19 097
4 2 15	. Passagers	4 472		4 472
4 2 16	. Fret	13 361	45	13 316

Balance des paiements (Présentation standard)

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 2 17	. Autres	1 309		1 309
4 2 36	. Voyages	127 862	34 129	93 733
4 2 37	. Voyages à titre professionnel	51 552	6 698	44 854
4 2 38	. Travailleurs saisonniers et frontaliers			
4 2 39	. Autres	51 552	6 698	44 854
4 2 40	. Voyages à titre personnel	76 310	27 431	48 879
4 2 41	. Pour raisons de santé	116	11	105
4 2 42	. A but éducatif	385	7 849	-7 464
4 2 43	. A d'autres fins	75 809	19 571	56 238
4 2 45	. Services de communication	55 227	19 770	35 457
4 2 49	. Services de bâtiment et travaux publics	40 840	5 257	35 583
4 2 53	. Services d'assurances	4 074	39 724	-35 650
4 2 54	. Compagnies d'assurance vie et caisses de pension			
4 2 55	. Assurance du fret		34 480	-34 480
4 2 56	. Autres assurances directes	2 056	377	1 679
4 2 57	. Réassurance	497	4 867	-4 370
4 2 58	. Services auxiliaires	1 521		1 521
4 2 60	. Services financiers	3 604	2 068	1 536
4 2 62	. Services d'informatique et d'information	400	3 487	-3 087
4 2 66	. Redevances et droits de licence	2	3 890	-3 888
4 2 68	. Autres services aux entreprises	63 532	70 803	-7 271
4 2 69	. Négoce international et autres services liés au commerce	8 076	179	7 897
4 2 70	. Négoce international	8 076	179	7 897
4 2 71	. Autres			
4 2 72	. Location-exploitation	2 738	5 200	-2 462
4 2 73	. Divers services aux entreprises, spécialisés et techniques	52 718	65 424	-12 706
4 2 74	. Services juridiques, de compta., conseil en gest., de relations p.			
4 2 75	. Services juridiques			
4 2 76	. Comptabilité, vérif. des cptes, tenue des livres et cons. fiscal.			
4 2 77	. Conseil en gestion des entreprises et relations publiques			

Balance des paiements (Présentation standard)

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 2 78	. Publicité, études de marché et sondages d'opinion	1 417	701	716
4 2 79	. Recherche et développement	20		20
4 2 80	. Architecture, ingénierie et autres services techniques			
4 2 81	. Services agricoles, miniers et traitement sur place			
4 2 82	. Traitement des déchets et dépollution			
4 2 83	. Autres			
4 2 84	. Autres services			
4 2 85	. Services entre entreprises apparentées n.c.a			
4 2 87	. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	13	50	-37
4 2 88	. Services audiovisuels et connexes	3	30	-27
4 2 89	. Autres	10		10
4 2 91	. Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	45 964	15 321	30 643
4 2 92	. Ambassades et consulats	26 014	12 321	13 693
4 2 93	. Unités et organismes militaires			
4 2 94	. Autres	19 950	3 000	16 950
4 3 00	Revenus	109 136	156 373	-47 237
4 3 10	. Rémunération des salariés	37 895	5 607	32 288
4 3 20	. Revenus des investissements	71 241	150 766	-79 525
4 3 30	. Investissements directs	59 014	91 231	-32 217
4 3 31	. Revenus des titres de participation	58 995	90 792	-31 797
4 3 32	. Dividendes et bénéfices distribués	167	61 041	-60 874
4 3 33	. Bénéfices réinvestis	58 828	29 751	29 077
4 3 34	. Revenus des titres de créance	19	439	-420
4 3 39	. Investissements de portefeuille	6 482	22 975	-16 493
4 3 40	. Revenu des titres de participation	41	14 881	-14 840
4 3 41	. Autorités monétaires			
4 3 42	. Administrations publiques			
4 3 43	. Banques	16	564	-548
4 3 44	. Autres secteurs	25	14 317	-14 292

Balance des paiements (Présentation standard)

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 3 49	. Revenus des titres de créance	6 441	8 094	-1 653
4 3 50	. Obligations et autres titres d'emprunt	5 214	8 094	-2 880
4 3 51	. Autorités monétaires			
4 3 52	. Administrations publiques			
4 3 53	. Banques	5 208	205	5 003
4 3 54	. Autres secteurs	6	7 889	-7 883
4 3 60	. Instruments du marché monétaire et dérivés financiers	1 227		1 227
4 3 61	. Autorités monétaires			
4 3 62	. Administrations publiques			
4 3 63	. Banques	1 227		1 227
4 3 64	. Autres secteurs			
4 3 70	. Autres investissements	5 745	36 560	-30 815
4 3 71	. Autorités monétaires	4 273		4 273
4 3 72	. Administrations publiques		30 046	-30 046
4 3 73	. Banques	1 340	1 915	-575
4 3 74	. Autres secteurs	132	4 599	-4 467
4 3 79	Transferts courants	453 175	55 591	397 584
4 3 80	.Administrations publiques	61 519	4 724	56 795
4 3 90	.Autres secteurs	391 656	50 867	340 789
4 3 91	. Envois de fonds des travailleurs	378 175	45 942	332 233
4 3 92	. Autres transferts	13 481	4 925	8 556
4 9 96	Compte de capital et d'opérations financières	805 104	451 957	353 147
4 9 94	Compte de capital	105 635	409	105 226
4 4 00	.Transferts de capital	105 635		105 635
4 4 01	. Administrations publiques	99 963		99 963
4 4 02	. Remises de dettes	36 598		36 598
4 4 10	. Autres	63 365		63 365
4 4 30	. Autres secteurs	5 672		5 672

Balance des paiements (Présentation standard)

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 4 31	. Transferts des migrants			
4 4 32	. Remises de dettes			
4 4 40	. Autres transferts	5 672		5 672
4 4 80	. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits		409	-409
4 9 95	Compte d'opérations financières	699 469	451 548	247 921
4 5 00	Investissements directs	102 675	75 083	27 592
4 5 05	. De l'économie à l'étranger	6 656	2 583	4 073
4 5 06	. Capital social et bénéfices réinvestis	77	1 483	-1 406
4 5 10	. Capital social	77	1 427	-1 350
4 5 25	. Bénéfices réinvestis		56	-56
4 5 30	. Autres transactions	6 579	1 100	5 479
4 5 35	. Créances sur les entreprises apparentées	1 318	1 023	295
4 5 40	. Engagements envers les entreprises apparentées	5 261	77	5 184
4 5 55	. De l'étranger dans l'économie	96 019	72 500	23 519
4 5 56	. Capital social et bénéfices réinvestis	86 052	64 390	21 662
4 5 60	. Capital social	56 301	5 618	50 683
4 5 75	. Bénéfices réinvestis	29 751	58 772	-29 021
4 5 80	. Autres transactions	9 967	8 110	1 857
4 5 85	. Créances sur les investisseurs directs	406	1 478	-1 072
4 5 90	. Engagements envers les investisseurs directs	9 561	6 632	2 929
4 6 00	Investissements de portefeuille	112 947	115 278	-2 331
4 6 02	. Avoirs	58 102	83 900	-25 798
4 6 10	. Titres de participation	3 395	1 139	2 256
4 6 11	. Autorités monétaires			
4 6 12	. Administrations publiques			
4 6 13	. Banques	622	150	472
4 6 14	. Autres secteurs	2 773	989	1 784
4 6 19	. Titres de créances	54 707	82 761	-28 054

Balance des paiements (Présentation standard)

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 6 20	. Obligations et autres titres d'emprunt	54 643	82 712	-28 069
4 6 21	. Autorités monétaires			
4 6 22	. Administrations publiques	125		125
4 6 23	. Banques	54 518	82 712	-28 194
4 6 24	. Autres secteurs			
4 6 30	. Instruments du marché monétaire		2	-2
4 6 31	. Autorités monétaires			
4 6 32	. Administrations publiques			
4 6 33	. Banques			
4 6 34	. Autres secteurs		2	-2
4 6 40	. Dérivés financiers	64	47	17
4 6 41	. Autorités monétaires			
4 6 42	. Administrations publiques			
4 6 43	. Banques	64	47	17
4 6 44	. Autres secteurs			
4 6 52	. Engagements	54 845	31 378	23 467
4 6 60	. Titres de participation	465	3 672	-3 207
4 6 63	. Banques	35		35
4 6 64	. Autres secteurs	430	3 672	-3 242
4 6 69	. Titres d'engagement	54 380	27 706	26 674
4 6 70	. Obligations et autres titres d'emprunt	54 371	27 627	26 744
4 6 71	. Autorités monétaires			
4 6 72	. Administrations publiques	28 000		28 000
4 6 73	. Banques	26 371	15 450	10 921
4 6 74	. Autres secteurs		12 177	-12 177
4 6 80	. Instruments du marché monétaire		15	-15
4 6 81	. Autorités monétaires			
4 6 82	. Administrations publiques			
4 6 83	. Banques			

Balance des paiements (Présentation standard)

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 6 84	. Autres secteurs		15	-15
4 6 90	. Dérivés financiers	9	64	-55
4 6 91	. Autorités monétaires			
4 6 92	. Administrations publiques			
4 6 93	. Banques			
4 6 94	. Autres secteurs	9	64	-55
4 7 00	Autres investissements	480 675	251 304	229 371
4 7 03	. Avoirs	89 780	47 999	41 781
4 7 06	. Crédits commerciaux	36 593	22 797	13 796
4 7 07	. Administrations publiques			
4 7 08	. Long terme			
4 7 09	. Court terme			
4 7 10	. Autres secteurs	36 593	22 797	13 796
4 7 11	. Long terme			
4 7 12	. Court terme			
4 7 14	. Prêts	28 615	6 234	22 381
4 7 15	. Autorités monétaires			
4 7 17	. Long terme			
4 7 18	. Court terme			
4 7 19	. Administrations publiques			
4 7 20	. Long terme			
4 7 21	. Court terme			
4 7 22	. Banques	28 615	6 234	22 381
4 7 23	. Long terme	23 530	3 395	20 135
4 7 24	. Court terme	5 085	2 838	2 247
4 7 25	. Autres secteurs			
4 7 26	. Long terme			
4 7 27	. Court terme			

Balance des paiements (Présentation standard)

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 7 30	. Monnaie fiduciaire et dépôts	22 871	18 410	4 461
4 7 31	. Autorités monétaires			
4 7 32	. Administrations publiques	724	201	523
4 7 33	. Banques	10 726	7 355	3 371
4 7 34	. Autres secteurs	11 421	10 854	567
4 7 36	. Autres avoirs	1 701	558	1 143
4 7 37	. Autorités monétaires			
4 7 38	. Long terme			
4 7 39	. Court terme			
4 7 40	. Administrations publiques			
4 7 41	. Long terme			
4 7 42	. Court terme			
4 7 43	. Banques	1 154	143	1 011
4 7 44	. Long terme			
4 7 45	. Court terme	1 154	143	1 011
4 7 46	. Autres secteurs	547	415	132
4 7 47	. Long terme			
4 7 48	. Court terme			
4 7 53	. Engagements	390 895	203 305	187 590
4 7 56	. Crédits commerciaux	82 902	27 698	55 204
4 7 57	. Administrations publiques			
4 7 58	. Long terme			
4 7 59	. Court terme			
4 7 60	. Autres secteurs	82 902	27 698	55 204
4 7 61	. Long terme			
4 7 62	. Court terme			
4 7 64	. Prêts	238 825	156 892	81 933
4 7 65	. Autorités monétaires	250	22 316	-22 066
4 7 66	. Utilisation des crédits et prêts du FMI	250	22 316	-22 066

Balance des paiements (Présentation standard)

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 7 67	. Autres prêts à long terme			
4 7 68	. Prêts à court terme			
4 7 69	. Administrations publiques	186 498	79 093	107 405
4 7 70	. Long terme	153 498	79 093	74 405
4 7 71	. Court terme	33 000		33 000
4 7 72	. Banques	6 297	5 090	1 207
4 7 73	. Long terme		4 948	-4 948
4 7 74	. Court terme	6 297	142	6 155
4 7 75	. Autres secteurs	45 780	50 393	-4 613
4 7 76	. Long terme	8 726	4 243	4 483
4 7 77	. Court terme			
4 7 80	. Monnaie fiduciaire et dépôts	44 927	5	44 922
4 7 81	. Autorités monétaires	27 081	1	27 080
4 7 83	. Banques	17 846	4	17 842
4 7 86	. Autres engagements	24 241	18 710	5 531
4 7 87	. Autorités monétaires		13 398	-13 398
4 7 88	. Long terme			
4 7 89	. Court terme			
4 7 90	. Administrations publiques			
4 7 91	. Long terme			
4 7 92	. Court terme			
4 7 93	. Banques	95		95
4 7 94	. Long terme			
4 7 95	. Court terme	95		95
4 7 96	. Autres secteurs	24 146	5 312	18 834
4 7 97	. Long terme			
4 7 98	. Court terme			
4 8 00	Avoirs de réserve	3 172	9 883	-6 711
4 8 10	. Or monétaire			

Balance des paiements (Présentation standard)

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 8 20	. DTS	2 986	2	2 984
4 8 30	. Position de réserve au FMI		4 346	-4 346
4 8 40	. Avoirs en devises	186	5 535	-5 349
4 8 45	. Monnaie fiduciaire et dépôts	186	5 535	-5 349
4 8 50	. Au près des autorités monétaires			
4 8 55	. Au près des banques			
4 8 60	. Titres			
4 8 65	. Titres de participation			
4 8 70	. Obligations et autres titres d'emprunt			
4 8 75	. Instruments du marché monétaire et dérivés financiers			
4 8 80	. Autres créances			
4 9 98	Erreurs et omissions nettes	4 089		4 089

Balance des paiements (Présentation standard résumée)

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 9 93	Compte des transactions courantes	1 803 132	2 160 368	-357 236
4 1 00	Biens	832 441	1 523 746	-691 305
4 1 10	.Marchandises générales	818 999	1 517 071	-698 072
4 1 20	.Autres biens	13 442	6 675	6 767
4 2 00	Services	408 380	424 658	-16 278
4 2 05	.Transports	66 862	230 159	-163 297
4 2 03	- dont fret	13 361	172 421	-159 060
4 2 36	.Voyages	127 862	34 129	93 733
4 2 91	.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	45 964	15 321	30 643
4 2 98	.Autres services	167 692	145 049	22 643
4 3 00	Revenus	109 136	156 373	-47 237
4 3 20	.Revenus des investissements	71 241	150 766	-79 525
4 3 05	- dont intérêts sur dette publique		30 046	-30 046
4 3 79	Transferts courants	453 175	55 591	397 584
4 3 80	.Administrations publiques	61 519	4 724	56 795
4 3 90	.Autres secteurs	391 656	50 867	340 789
4 9 96	Compte de capital et d'opérations financières	805 104	451 957	353 147
4 4 00	.Transferts de capital	105 635		105 635
4 4 02	. Remises de dettes	36 598		36 598
4 4 10	. Autres	63 365		63 365
4 4 30	. Autres secteurs	5 672		5 672
4 4 80	. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits		409	-409
4 5 00	Investissements directs	102 675	75 083	27 592
4 5 05	.De l'économie à l'étranger	6 656	2 583	4 073
4 5 55	.De l'étranger dans l'économie	96 019	72 500	23 519

Balance des paiements (Présentation standard résumée)

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 6 00	Investissements de portefeuille	112 947	115 278	-2 331
4 6 02	. Avoirs	58 102	83 900	-25 798
4 6 52	. Engagements	54 845	31 378	23 467
4 7 00	Autres investissements	480 675	251 304	229 371
4 7 03	. Avoirs	89 780	47 999	41 781
4 7 53	. Engagements	390 895	203 305	187 590
4 8 00	Avoirs de réserve	3 172	9 883	-6 711
4 9 98	Erreurs et omissions nettes	4 089		4 089

Position Extérieure Globale

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
8 9 88	AVOIRS	1 124 479		1 124 479
8 5 05	Investissements directs à l'étranger	32 410		32 410
8 5 06	. Capital social et bénéfices réinvestis	29 039		29 039
8 5 30	. Autres capitaux	3 371		3 371
8 6 02	Investissements de portefeuille	144 611		144 611
8 6 10	. Titres de participation	8 044		8 044
8 6 13	. dont : banques	2 049		2 049
8 6 19	. Titres de créances	136 567		136 567
8 6 20	. Obligations et autres titres d'emprunt	132 696		132 696
8 6 23	. dont : banques	127 121		127 121
8 6 30	. Instruments du marché monétaire	3 821		3 821
8 6 33	. dont : banques	3 500		3 500
8 6 40	. Dérivés financiers	50		50
8 6 43	. dont : banques	50		50
8 7 03	Autres investissements	281 842		281 842
8 7 06	. Crédits commerciaux	86 168		86 168
8 7 14	. Prêts	60 884		60 884
8 7 15	. Autorités monétaires			
8 7 19	. Administrations publiques			
8 7 22	. Banques	60 884		60 884
8 7 23	. Long terme	29 333		29 333
8 7 24	. Court terme	31 415		31 415
8 7 25	. Autres secteurs			
8 7 30	. Monnaie fiduciaire et dépôts	123 433		123 433

Position Extérieure Globale

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
8 7 31	. Autorités monétaires			
8 7 32	. Administrations publiques	2 219		2 219
8 7 33	. Banques	78 383		78 383
8 7 34	. Autres secteurs	42 831		42 831
8 7 36	. Autres avoirs	11 357		11 357
8 7 37	. Autorités monétaires			
8 7 40	. Administrations publiques			
8 7 43	. Banques	344		344
8 7 44	. Long terme			
8 7 45	. Court terme	344		344
8 7 46	. Autres secteurs	11 013		11 013
8 8 00	Avoirs de réserve	665 616		665 616
8 8 10	. Or monétaire			
8 8 20	. DTS	765		765
8 8 30	. Position de réserve au FMI	5 549		5 549
8 8 40	. Monnaies étrangères	659 302		659 302
8 8 80	. Autres créances			
8 8 89	ENGAGEMENTS	3 123 064		3 123 064
8 5 55	Investissements directs dans l'économie	199 185		199 185
8 5 56	. Capital social et bénéfices réinvestis	151 600		151 600
8 5 80	. Autres capitaux	47 585		47 585
8 6 52	Investissements de portefeuille: engagements	148 900		148 900
8 6 60	. Titres de participation	51 036		51 036
8 6 63	. Banques	1 305		1 305
8 6 64	. Autres secteurs	49 731		49 731
8 6 69	. Titres d'engagement	97 864		97 864

Position Extérieure Globale

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
8 6 70	. Obligations et autres titres d'emprunt	97 810		97 810
8 6 71	. Autorités monétaires			
8 6 72	. Administrations publiques	28 000		28 000
8 6 73	. Banques	11 362		11 362
8 6 74	. Autres secteurs	58 448		58 448
8 6 80	. Instruments du marché monétaire	45		45
8 6 83	. Banques			
8 6 90	. Dérivés financiers	9		9
8 6 93	. Banques			
8 7 53	. Autres investissements : engagements	2 774 979		2 774 979
8 7 56	. Crédits commerciaux	247 431		247 431
8 7 64	. Prêts	2 249 397		2 249 397
8 7 65	. Autorités monétaires	82 487		82 487
8 7 66	. Utilisation des crédits et prêts du FMI	82 487		82 487
8 7 67	. Autres prêts à long terme			
8 7 68	. Prêts à court terme			
8 7 69	. Administrations publiques	1 952 800		1 952 800
8 7 70	. Long terme	1 952 800		1 952 800
8 7 71	. Court terme			
8 7 72	. Banques	42 747		42 747
8 7 73	. Long terme	21 141		21 141
8 7 74	. Court terme	21 606		21 606
8 7 75	. Autres secteurs	171 363		171 363
8 7 76	. Long terme			
8 7 77	. Court terme			

Position Extérieure Globale

Année 2005

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
8 7 80	. Monnaie fiduciaire et dépôts	271 710		271 710
8 7 81	. Autorités monétaires	82 580		82 580
8 7 83	. Banques	189 130		189 130
8 7 86	. Autres engagements	6 441		6 441
8 7 87	. Autorités monétaires	1 240		1 240
8 7 90	. Administrations publiques			
8 7 93	. Banques			
8 7 96	. Autres secteurs	5 201		5 201
8 9 89	POSITION EXTERIEURE GLOBALE			



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int